

# Mobilisations contre le Mur de l'apartheid et pour BDS

Mobilisation de la Campagne BDS France à Paris contre le mur d'apartheid et pour BDS ce samedi 5 juillet, en réponse à l'appel palestinien « Faisons de juillet le mois contre le mur de l'apartheid ». #StopImpunity #BDS @stopthewall :

A Paris

<https://plus.google.com/u/0/photos/103443993096431512362/albums/6032697654712983297>

A Montpellier – le 05 juillet 2014

Mobilisation du comité BDS France 34 contre le mur d'apartheid et pour BDS ce samedi 5 juillet, en réponse à l'appel Palestinien « Faisons de juillet le mois contre le mur de l'apartheid ».

<http://bdsf34.wordpress.com/2014/07/05/5-juliet-contre-le-mur-et-pour-bds/> #StopImpunity #BDS Stopthewall Campaign



A Lyon :

De nombreux lyonnais ont pu découvrir le mur de Palestine à travers une exposition de photos, les 5 et 6 juillet. Le « Collectif 69 Palestine » était présent à la manifestation « Dialogues en Humanité » (dialoguesenhumanite.org) au parc de la Tête d'Or. Beaucoup de citoyens ont marqué leur intérêt, mais également leur choc, en découvrant la réalité du mur de l'Apartheid. Le beau cadre du parc lyonnais, sous ses arbres centenaires, ne pouvait faire oublier la dure réalité palestinienne et la nécessité du combat, afin de faire cesser les crimes israéliens.



---

**Appel collectif à l'Action :  
Juillet 2014 – Mois contre le Mur**

# d'Apartheid

#StopImpunity

[http://www.bdsfrance.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=3143%3Ale-mur-dapartheid-appel-collectif-a-laction-juillet-2014-mois-contre-le-mur-dapartheid&catid=49%3Aactualites&lang=fr](http://www.bdsfrance.org/index.php?option=com_content&view=article&id=3143%3Ale-mur-dapartheid-appel-collectif-a-laction-juillet-2014-mois-contre-le-mur-dapartheid&catid=49%3Aactualites&lang=fr)

Le 9 juillet 2014, cela fera dix ans que la Cour Internationale de Justice (CIJ) aura émis un avis consultatif, intitulé Conséquences Juridiques de la Construction d'un Mur dans les Territoires Occupés Palestiniens, qui déclarait illégal selon les lois internationales le Mur d'Apartheid en Cisjordanie. Le tribunal était clair : il exigeait la destruction du Mur, ratifiait une fois de plus les droits des Palestiniens et appelait la communauté internationale à faire plier Israël.

S'ensuivit une autre décennie d'injustice et de constante impunité qui ne prenait pas en compte les actions illégales d'Israël. Dix ans plus tard, le Mur et son régime colonial associé continuent à s'étendre en Palestine tout en constituant un formidable instrument d'annexion des terres, de pillage des ressources naturelles et de déplacement de populations. Le Mur met la dernière pierre au projet d'apartheid israélien qui délimite les enclaves isolées dans lesquelles les Palestiniens seront enfermés – version plus cruelle des Bantoustans créés par l'ancien régime d'apartheid sud-africain. A travers la planète, Israël a réussi à démontrer que les murs sont, pour les gouvernements, un standard acceptable pour exclure, marginaliser, déposséder, discriminer et installer la ségrégation dans un peuple.

Au moment même où Israël a compromis le dernier round de plus de 20 ans d'échec des négociations, le temps est venu pour une « Intifada juridique », une lutte populaire intensifiée et

davantage de boycotts, de désinvestissement et de sanctions.  
Le temps est venu de rendre compte.

**Nous appelons tous les citoyens à travers le monde à se joindre à nos efforts :**

**Faisons de Juillet le Mois contre le Mur d'Apartheid !**

#StopImpunity

Nous vous incitons à :

- Prendre mieux conscience du Mur et de son impact sur le peuple palestinien et notre combat pour la justice ;
- Démarrer et renforcer les campagnes contre les entreprises qui construisent et entretiennent le Mur ;
- Faire pression sur votre gouvernement pour qu'il respecte ses obligations telles qu'exposées dans la résolution de la CIJ.

La décision de la Cour Internationale de Justice a énoncé trois obligations :

- 1) Pour Israël, détruire le Mur, annuler les lois et arrêtés relatifs à sa construction et réparer le préjudice commis
- 2) Pour la communauté internationale, ne pas reconnaître ni porter aide et assistance
  - . au Mur
  - . au régime qui l'accompagne (y compris le projet colonial)
  - . au maintien de la situation ainsi créée.

Ceci implique un appel clair à ne pas financer ni soutenir d'aucune manière toute activité liée aux composantes ci-dessus.

- 3) Pour la communauté internationale, agir efficacement pour mettre fin aux violations des lois internationales par Israël, ceci pouvant comporter des sanctions.

En Palestine, les gens ont continué à s'opposer au Mur avec des manifestations populaires, des procès et des actions directes. Exactement un an après la résolution de la Cour Internationale de Justice, la société civile palestinienne a appelé à une campagne mondiale de boycotts, désinvestissement et sanctions (BDS) afin de soutenir le mouvement mondial BDS pour la justice.

**Une Justice différée est une Justice niée ! Stoppons le Mur Maintenant ! Boycott, Désinvestissement et Sanctions Maintenant !**

Premières signatures :

Coalitions :

Campagne Palestinienne contre le Mur d'Apartheid – Stoppons le Mur

Comité National Palestinien BDS (BNC) – 27 réseaux associés

Réseau des ONG Palestiniennes (PNGO) – plus de 135 organisations

Coalition Civique pour les Droits des Palestiniens à Jérusalem – 25 organisations

Initiative de Défense de la Palestine Occupée et des Hauteurs du Golan Syrien (OGPAI) – 11 org.

Coalition pour la Défense de la Terre – 6 organisations.

Organisations :

Addameer – Association de Soutien aux Prisonniers et aux Droits de l'Homme

Centre Al Mezan pour les Droits de l'Homme

Centre de Ressources BADIL pour le droit de résidence des Palestiniens et des réfugiés

Centre de Défense des Libertés et des Droits Civiques  
« Humyyat »

Commission Indépendante pour les Droits de l'Homme (ICHR)

Solidarité de la Vallée du Jourdain

Kairos Palestine

Centre de Recherche sur la Terre (LRC)

Muwatin, Institut Palestinien d'Etude de la Démocratie

Association Nationale pour la Démocratie et le Droit

Association des Femmes d'Affaires Palestiniennes (PAFU)

Fédération Palestinienne des Nouveaux Syndicats

Union de la Jeunesse Palestinienne

Société pour un Projet de Sollicitude (PLC)

Société de Développement des Femmes Rurales

L'Institut de Recherche Appliquée de Jérusalem (ARIJ)

Union des Comités du Travail Agricole

Centre des Affaires Féminines et Familiales

**#StopImpunity**

**<http://icj10.stopthewall.org/2014/06/27/joint-call-to-action-july-2014-month-against-the-apartheid-wall-2/>**